

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Abéba, Ethiopie, B.P. 3243 Tél.: (251-11) 5513 822 Fax: (251-11) 5519 321
Email: situationroom@africa-union.org, oau-ews@ethionet.et

**DISCOURS DE L'AMBASSADEUR SMAIL CHERGUI,
COMMISSAIRE A LA PAIX ET A LA SECURITE DE L'UNION AFRICAINE**

Conférence des bailleurs et des investisseurs pour Madagascar

**Siège de l'UNESCO
Paris, les 1^{er} et 2 décembre 2016**

Excellence Monsieur le Président de la République de Madagascar,
Excellences Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement de Madagascar,
Excellence Madame la Directrice Générale de l'UNESCO,
Excellence Monsieur le Chef de Délégation de la France, Pays hôte de la Conférence,
Excellence Mesdames et Messieurs les Chefs de Délégations des Institutions financières
internationales, des Organisations Internationales et des Agences de développement
économique,
Excellence Mesdames et Messieurs les membres du Corps diplomatique
Mesdames et Messieurs les Représentants du Secteur Privé
Distingués invités

Au nom de la Présidente de la Commission de l'Union Africaine, Dr. Nkosazana Dlamini Zuma et en mon nom propre, je voudrais exprimer ma gratitude au gouvernement de Madagascar pour avoir invité l'Union Africaine à participer à cette Conférence, mais également pour cette initiative organisée conjointement avec la Banque Mondiale, les Nations Unies, la Banque Africaine de Développement et d'autres partenaires, dans ce lieu emblématique de la coopération internationale qu'est l'UNESCO.

La Conférence se tient dans un contexte national malgache marqué par les multiples efforts enregistrés depuis le retour du pays, en janvier 2014, à l'ordre constitutionnel après les élections présidentielles et législatives de sortie de crise de 2013. La crise, qui a débuté en 2009, a plongé le pays dans une situation économique difficile et une dégradation des infrastructures, à côté des sanctions politiques et économiques imposées par la communauté internationale.

C'est dans ce contexte de retour à l'ordre constitutionnel apaisé que les sanctions économiques de la communauté internationale ont été levées et que le processus de normalisation institutionnelle et de consolidation de la

démocratie se poursuit. À cet égard, il convient de relever la mise en place effective et le fonctionnement régulier des différentes institutions nationales malgré les difficultés financières et les nombreux défis. Les efforts du Gouvernement en faveur de l’ancrage de la démocratie, la réconciliation nationale et la bonne gouvernance démontrent la volonté politique des autorités nationales de rompre avec les mauvaises pratiques du passé et leur détermination à redresser la situation socioéconomique actuelle avec les contributions multiformes attendues des partenaires.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Cette Conférence se tient au moment opportun, suite à l’adoption et la mise en œuvre en cours, par le Gouvernement malgache, du Plan national de développement et du Cadre macroéconomique. De même, un cadre juridique approprié, encadrant les activités économiques et sécurisant les investissements, a été mis en place.

La présente Conférence, qui se veut porteur d’espoir pour stimuler la reprise de l’essor économique dans toutes ses dimensions, doit être l’occasion propice de tisser des liens économiques en vue de renforcer la coopération et les partenariats public-public et public-privé pour accroître les investissements étrangers. La mobilisation des fonds par la communauté des bailleurs et des investisseurs au profit de Madagascar permettra ainsi de réduire la pauvreté et soutenir le développement durable. Ce qui donnera au Gouvernement les moyens d’engager résolument le pays vers la voie de la reprise économique et de la croissance.

Dans les efforts louables déployés par le Gouvernement, je puis vous assurer du soutien continu de l’Union africaine qui a toujours été partie prenante de

toutes les initiatives pour un règlement durable des crises successives qui ont lourdement handicapé le pays. Ainsi l'Union africaine a réajusté le mandat du Groupe international de contact sur Madagascar en Groupe international de soutien à Madagascar en mars 2014, après le retour à l'ordre constitutionnel, en mettant l'accent sur l'accompagnement des efforts en cours dans le domaine socioéconomique et de la gouvernance dans tous ses aspects. Dans ce contexte, l'UA appuie les efforts du Gouvernement en matière de Réforme du secteur de la sécurité, en collaboration avec les autres membres de la communauté internationale. Dans le même temps, la Commission, dans le cadre de l'initiative africaine de solidarité, exhorte les États Membres de l'UA à apporter également des contributions en appui au relèvement multidimensionnel de Madagascar. ***Pour sa part, la Commission va bientôt remettre des équipements informatiques aux autorités malgaches et au ministère de la Justice d'une valeur de 70.000 USD.***

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Nous, communauté internationale et l'ensemble des partenaires privés, devons agir de concert sur la base de l'analyse de la situation socioéconomique du pays dans tous ses aspects et des perspectives d'opportunités qu'offre Madagascar, ce riche pays en biodiversité, en ressources naturelles, agricoles, pastorales, forestières et minières, couplées à des ressources humaines qui n'attendent que leur utilisation et leur développement.

C'est pourquoi, nous, UA, tous les amis et partenaires, devons accorder une attention particulière à ce pays qui nous est cher et aux potentiels énormes et contribuer au relèvement économique et industriel de Madagascar. Avec nos efforts combinés, la croissance sera au rendez-vous, ce qui permettra

l'amélioration des conditions de vie de la population malagasy ainsi que le raffermissement du climat d'affaire dans le cadre du partenariat gagnant - gagnant. Ainsi, cette conférence constitue une occasion de refonder et de redynamiser les partenariats économiques et représente une étape cruciale et un enjeu majeur pour l'avenir économique de Madagascar.

Pour terminer mon propos, j'ose espérer, qu'au sortir de cette rencontre, nous pourrons collectivement répondre aux attentes de nos sœurs et frères malgaches, réunir les moyens devant rendre le sourire et l'espoir aux enfants, aux femmes et personnes nécessiteuses, et consolider l'action résolue du Président Henry et de son gouvernement pour inscrire durablement Madagascar sur la voie de la stabilité, de la concorde et du développement économique et social.

Mesdames et Messieurs, c'est un devoir moral et humaniste. Soyons au rendez-vous.